## JEAN-THOMAS NORDMANN

## Mendès France et le Parti radical

Pour beaucoup l'appartenance de Pierre Mendès France au Parti radical aurait précipité l'échec de son entreprise de transformation et de rénovation de la vie politique française. Toute interrogation sur les supports et les instruments de cette tentative ne peut manquer de rencontrer cette lancinante question : fallait-il s'enliser dans les procédures et les rites d'une formation que la disparition de la troisième République et les aspirations des lendemains de la seconde guerre mondiale semblaient avoir reléguée dans le magasin poussiéreux d'une comédie parlementaire surannée ?

Des années 53-54 à la fin de la IVe République et aux premiers mois de la Ve, l'histoire des rapports de Pierre Mendès France et de son parti se ramène au récit d'un divorce progressif et d'une succession de ruptures. Certes, lorsque Mendès France réussit sa double percée avec son investiture manquée de 1953, qui, par l'éclat d'un discours, lui vaut une notoriété jusque-là inégalée et avec, un an plus tard, son accès à la présidence du Conseil, il figure encore parmi les francs-tireurs du Parti radical qu'il avait illustré avant la guerre comme « Jeune Turc » et comme benjamin des élus. En 1945, son passage au ministère des affaires économiques venait des compétences qu'on lui prêtait plus que de son appartenance partisane. En 1954, il accède à Matignon à raison des critiques qu'il a été amené à développer contre la politique indochinoise de ses prédécesseurs plus que par sa situation sur l'échiquier des forces parlementaires.

La popularité que lui vaut sa politique, mis à part l'échec de la CED, le rapproche de son parti. Quand, en octobre 1954, le Congrès radical se réunit à Marseille, Pierre Mendès France reçoit le plus chaleureux des accueils; sensibles aux efforts qu'il déploie pour éclairer son action gouvernementale par la tradition radicale, les militants ne ménagent pas leurs applaudissements et le célèbrent avec des démonstrations d'enthousiasme qui confinent au culte de

la personnalité. Président à vie du parti, Edouard Herriot rend au président du Conseil un hommage vibrant : « Mendès France essaie de toucher la nation dans ses profondeurs, dans son âme (...). Ce Congrès a été animé, dirigé, inspiré par notre très cher ami, le président Mendès France. Ce Congrès, on peut le dire, est le sien. C'est à lui qu'il faut en laisser tout le mérite et tous les honneurs (...) laissez moi vous dire ma joie de voir le résultat auquel nous sommes parvenus, de m'en féliciter, de vous en féliciter. Ce résultat, il est dû surtout à un homme exceptionnel et devant qui j'incline volontiers ma personne et mon passé!» A certains cette profession de foi donne l'impression d'une dévolution et nombreux seront les proches de Mendès France qui le pressent de prendre alors, mêmc indirectement, la direction de son parti. Peu soucieux de multiplier des actions concomitantes, attentif, au contraire, à n'ouvrir un dossier qu'après avoir fermé le précédent, Mendès France s'abstient d'intervenir davantage dans le déroulement d'un Congrès qui voit la confirmation des équipes qui avaient animé le parti durant les années précédentes : au moment de l'élection des organes dirigeants Léon Martinaud-Déplat, président administratif, et maître effectif de l'appareil, se trouve confirmé dans ses responsabilités l'emportant sur Edouard Daladier par 746 voix contre 689. Daladier passait pour soutenir l'action du président du Conseil, sinon pour être véritablement son candidat, Mendès France ne souhaitant à aucun égard heurter Edouard Herriot en s'appuyant sur son rival historique. En tout cas, Martinaud-Déplat, ministre dans les Cabinets précédents, ne nourrit guère de sympathie à l'égard d'un président du Conseil qui l'a écarté du Gouvernement. Si le Congrès de Marseille marque, à bien des égards, les retrouvailles lyriques de Mendès France et du Parti radical, le soutien des radicaux n'est pas sans équivoques ni ambiguïtés.

Les débuts du conflit algérien vont d'ailleurs montrer les limites de l'accord entre Mendès France et son parti. Un radical, partisan de la Communauté européenne de Défense et élu de l'Afrique du Nord, René Mayer, orchestre les attaques des députés d'Algérie contre le Gouvernement et met Mendès France en demeure de « trouver un moyen terme entre l'immobilisme et l'aventure »; le 5 février 1955, lorsque Mendès France est mis en minorité à l'Assemblée nationale, 24 députés radicaux soit plus du tiers du groupe parlementaire, lui refusent la confiance... Les applaudissements de Marseille ne signifiaient point une emprise sur le parti.

Au pouvoir, Mendès France avait cherché à associer l'action gouvernementale et la mobilisation de l'opinion publique. Son retrait le conduit à essayer d'organiser le mouvement d'opinion qui

s'est créé en sa faveur et que les déceptions marquant la fin de son ministère semblent même attiser. Au demeurant, le Gouvernement que constitue alors Edgar Faure amorce une sorte de « retour à la normale »; son action réformiste apparaît moins spectaculaire que celle de son prédécesseur; de plus le retour au pouvoir de l'aile modérée des radicaux laisse à l'intérieur du parti, la voie libre aux efforts de ceux qui cherchent un changement d'orientation; fortifiée par des supports souvent extérieurs au parti une opposition interne ne tarde pas à se manifester. Elle s'appuie essentiellement sur une organisation et un journal. L'organisation, c'est le Club des Jacobins, fondé en 1951 pour œuvrer en faveur d'une « République pure et dure » et d'un « large regroupement des gauches ». La dénomination choisie traduit le désir de revenir aux sources historiques du radicalisme et de rompre avec le pragmatisme opportuniste qui semblait prévaloir au début des années 50. Recrutant quelques membres audelà du Parti radical, chez les socialistes, les gaullistes et aussi certains « progressistes », le club inquiète les dirigeants du parti qui, interdisant la double appartenance, provoquent son effacement provisoire mais sans empêcher la publication d'un journal, le Jacobin dont les éditoriaux élaborent un radicalisme de contestation et de combat et appellent à la rénovation du Parti radical. Le support le plus spectaculaire du radicalisme mendésiste d'abord en marge de l'appareil du parti, c'est à L'Express qu'on le trouve. Fondé en mai 1953 par Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud, l'hebdomadaire voit son audience se développer rapidement et devient, dès juin 1953 l'organe officieux de Pierre Mendès France et le lieu d'expression des ralliements au mendésisme des intellectuels, de l'intelligentsia parisienne aussi bien que des parlementaires d'autres partis. Le ton offensif des éditoriaux du journal, son insistance à débusquer et à mettre en cause tous les critiques de l'action gouvernementale de Mendès France, contribueront à étayer la popularité du leader, mais aussi à multiplier les rancunes et, à moyen terme, à précipiter l'isolement de l'idole : la rupture qui intervient progressivement entre Edgar Faure et Pierre Mendès France résulte pour une large part des eampagnes de L'Express.

En mai 1954, lors du dîner célébrant le premier anniversaire de la création du journal, Pierre Mendès France propose à ses amis de L'Express de « conquérir, rénover, utiliser le Parti radical ». En février 1955, L'Express attribue la responsabilité de la chute du Gouvernement à l'appareil de la place de Valois et fait campagne pour la tenue d'un Congrès extraordinaire du parti. Malgré l'opposition de Martinaud-Déplat, cette demande, relayée par des Fédé-

rations et des Commissions du parti, aboutit à la convocation d'un Congrès pour le début du mois de mai.

Réuni à Paris, salle Wagram, le 4 mai 1955, ce Congrès extraordinaire est marqué par des affrontements d'une violence que les campagnes de L'Express ont exacerbée. Contre la direction du parti qui s'efforce de limiter la durée des débats et leur contenu à la préparation d'élections sénatoriales qui doivent intervenir peu après, Mendès France et ses partisans font élargir l'ordre du jour en y ajoutant une discussion sur l'organisation du parti. Le Congrès va marquer la prise du pouvoir de Mendès France au sein du Parti radical par le biais d'une « commission d'action » de 7 membres qui remplace la présidence administrative, chassant ainsi Martinaud-Déplat dans des conditions d'une légalité statutaire douteuse : chaque tendance a fait appel à des hommes de main dont l'affiliation au parti est récente et circonstantielle ; la décision finale est acquise par un vote à main levée dans des conditions de tumulte qui ne permettent guère à Edouard Herriot, président de séance, d'établir un clair décompte. Mais, par-delà le coup de force et l'affrontement des personnes, le congrès marque l'opposition de deux conceptions du radicalisme. Sans avoir le prestige de son rival, mais mû par une compréhension peut-être plus profonde de son parti, Martinaud-Déplat a plaidé pour un radicalisme de la souplesse, de l'adaptation et de l'empirisme, contre la hiérarchie, l'idéologie et le dogmatisme. Pierre Mendès France souhaite la constitution d'un parti moderne, organisé, capable de mobiliser l'opinion par une propagande soutenue et de proposer au pays une plate-forme à valeur contractuelle. Il va prendre en main une formation plus que cinquantenaire, mais pour en modifier l'esprit, les pratiques et la nature.

Renouant avec une tradition de réformisme volontariste déjà illustrée avant la deuxième guerre mondiale par les efforts des Jeunes Turcs et par la volonté de Daladier d'organiser, de discipliner son parti, la tentative s'inscrit en faux contre les assouplissements des années 50, et peut-être contre la nature permanente du Parti radical. La nouvelle direction ne va procéder qu'à des modifications mineures et surtout nominales des statuts. Elle va surtout s'engager dans d'intenses campagnes d'adhésion et de mobilisation des militants. Selon les statistiques officielles du parti, en sept mois le nombre de membres inscrits passe de 50 000 à 105 000; il est sans doute plus prudent et plus conforme à la réalité de diviser chacun de ces chiffres par deux. En revanche, il est certain que le taux de participation aux réunions et aux actions militantes augmente sensiblement. La popularité et le prestige de Mendès France attirent au Parti radical

des nouveaux venus, des jeunes militants qui s'adressent directement au siège central et répugnent à se familiariser avec le cursus habituel des comités et des fédérations. Un délicat problème d'amalgame se pose rapidement; il ne tardera pas à entraver l'effort de rénovation et à susciter la méfiance des cadres du parti. Une vie militante ne s'en développe pas moins, dotant d'une nouvelle vitalité les associations de jeunesse et la presse spécialisée du parti, tandis que, place de Valois, le nombre des permanents et semi-permanents augmente quelque peu. Durant l'année 1955, les ardeurs restent orientées vers l'action extérieure, vers la conquête de l'opinion, en vue des élections législatives prévues pour le printemps ou l'été 1956. En novembre, le Congrès de Paris donne la mesure des premiers résultats de cette action: contre Edgar Faure qui voit dans le Parti radical « un parti de gestion », Pierre Mendès France fait triompher l'idée d'un « parti de rénovation et d'opposition » et propose un « programme d'action » que devrait exécuter un Gouvernement de gauche durant la nouvelle législature. Une plate-forme condense ce programme et dégage une hiérarchie des urgences qu'expriment des mots-d'ordre simples et répétitifs. Les placards « le Parti radical donnera l'exemple », « le Parti radical tiendra parole », qui parsèment les documents du parti, sont révélateurs d'une même primauté du slogan sur le discours très caractéristique de la modernisation recherchée.

En décembre 1955, la dissolution de l'Assemblée nationale précipite et dramatise la campagne. Elle divise profondément le Parti radical et entraîne déjà des exclusions. Les radicaux doivent négocier, dans la hâte, la formation « d'un Front républicain » qui perpétue les traditions de l'alliance à gauche mais qui bride les efforts de développement autonome et spécifique du parti. Si la campagne du Front républicain présente certains aspects modernes, par son contenu réformiste, comme par le recours à certains moyens d'expression (label du bonnet phrygien, édition de disques), elle distend l'identification du mendésisme avec le Parti radical qui n'est qu'une composante de la coalition et qui n'apparaît pas au premier plan. Mendès France s'appuie surtout sur la presse, L'Express (mais aussi Le Monde et France-Soir) tandis que les organisations locales du parti mènent parfois des actions particulières et autonomes.

Les résultats des élections confirment d'ailleurs l'avortement de la rénovation du parti au profit de l'expression prioritaire de la coalition. Si les suffrages radicaux progressent, le système des apparentements jouant beaucoup moins qu'en 1951, les gains en voix n'entraînent pas d'augmentation de la représentation parlementaire : le nouveau groupe radical réunit 54 élus au lieu de 76 sortants et reste distancé

par les socialistes. L'apparition d'une représentation radicale dans les grands centres urbains ne suffit pas à compenser l'amertume que suscitent de tels résultats. Dans l'immédiat le Parti radical ne peut servir à Pierre Mendès France d'instrument de reconquête du pouvoir. Il l'aidera plutôt à jouer un rôle de critique. Conformément aux usages du régime parlementaire, la présidence du Conseil revient à un socialiste. Plusieurs mois durant, Mendès France siège au sein d'un Gouvernement dont il désapprouve et fait publiquement désavouer certaines orientations, soulignant notamment les différences grandissantes qui séparent la politique menée du programme algérien développé durant la campagne électorale. Le 23 mai 1956, il se décide de quitter le cabinet Guy Mollet, mais en demandant à ses 12 collègues radicaux de demeurer au sein du ministère. Cette attitude n'est comprise ni de l'opinion ni des radicaux : il y a quelque incohérence pour le chef d'un parti membre d'une coalition gouvernementale, à désapprouver personnellement la politique et l'action de ce Gouvernement, en demandant à ses représentants de continuer à y prendre part; au moment où Mendès France cherche à renforcer la cohésion et surtout la discipline de ce parti, il crée, par sa décision, les fondements d'une sorte de double légitimité génératrice de tiraillements, de tensions et de déchirements qui vont affaiblir le Parti radical, deux années durant, et précipiter son déclin : un conflit se développe entre les dirigeants du Parti radical hostiles à la politique algérienne du Gouvernement et la représentation parlementaire des radicaux très largement intégrée à la majorité gouvernementale. De là, des contestations grandissantes sur les méthodes d'animation du parti assorties de propositions de direction collégiale qui valent comme autant de marques de défiance à l'égard des mendésistes. Au sein même du parti, ces derniers agissent de plus en plus comme une fraction sinon comme une faction : les organisations de jeunes radicaux deviennent des censeurs virulents de la politique gouvernementale; la création d'une revue propre à la tendance mendésiste, les Cahiers de la République, dont les recherches accentuent l'intellectualisme de la tendance, l'organisation de stages de formation pour les futurs cadres dirigeants du parti, constituent autant de manifestations qui accréditent l'idée d'un complot d'une minorité ou, à tout le moins, d'un effort de mainmise auquel les cadres traditionnels du parti opposent des réticences et des résistances de plus en plus marquées. En octobre 1956, au Congrès de Lyon, l'antagonisme va jusqu'à la scission : sous l'action d'André Morice se constitue un « Parti radical socialiste » dissident, qui se transforme en « Centre républicain » en protestation contre l'isolement imposé aux radicaux

par « l'intransigeance » et « l'autoritarisme » de leur leader. Cette scission n'est pas l'oecasion d'un retour aux sources et d'une plus grande cohésion du parti : elle n'entraîne pas le départ de tous les contestataires de la ligne mendésiste; au sein du Parti radical « valoisien » demeurent des personnalités solidaires de la politique gouvernementale et de plus en plus réservées à l'égard de Mendès France dont les partisans ne représentent pas la majorité du groupe parlementaire radical; à l'Assemblée nationale, Mendès France s'appuie moins sur le groupe parlementaire radical en tant que tel que sur des élus appartenant à divers groupes, et qu'il s'est acquis par un lien personnel, ceux-là mêmes qu'Edgar Faure nommera « antrustions ». Les problèmes de discipline se posent avec encore plus d'acuité à la fin de 1956 et au début de 1957 : les réunions de conciliation se multiplient, donnant naissance à des procédures de conciliation qui témoignent d'une imagination juridique et transactionnelle beaucoup plus que d'une cohésion et d'une unité déjà évanescentes. Les 3 et 4 mai 1957, un Congrès extraordinaire doit même être réuni pour établir des règles de coexistence entre le parti et son groupe parlementaire, sans qu'il soit question du retrait de ministres radicaux. Mais quelques jours plus tard, lors du scrutin qui entraîne la chute du Cabinet Guy Mollet, la discipline de vote ne peut encore fonctionner; ne parvenant à obtenir l'exclusion de parlementaires récalcitrants, Mendès France décide d'abandonner les fonctions de premier vice-président du parti qu'il remplissait depuis le Congrès de novembre 1955. Quittant la direction du parti, il entraîne une fraction des radicaux et de leurs élus dans une opposition de plus en plus affirmée aux cabinets suivants que dirigeront des radicaux. Ces divisions s'accentueront avec les événements qui marquent la fin de la IVe République. En 1958, les radicaux ne peuvent arrêter une position commune sur le référendum constitutionnel qui fonde la Ve République. Dès l'année 1957, les radicaux mendésistes se sont regroupés dans un Centre d'Etude et d'Action politique qui prolonge l'action des Cahiers de la République, domicilié hors du siège du parti et qui, de plus en plus, apparaît comme une force autonome. Cette séparation de fait touche à la séparation de droit, lorsque, durant les derniers mois de 1958, les radieaux mendésistes fondent avec d'autres représentants de la gauche indépendante une Union des Forces démocratiques considérée, en février 1959, par les nouveaux dirigeants du Parti radical comme une formation à l'égard de laquelle jouent les règles statutaires proscrivant la double appartenance; selon une procédure appelée à d'autres utilisations le Bureau du Parti radical constate alors que Mendès France et ses amis « se sont placés eux-mêmes en dehors du parti ». Pierre Mendès France quitte alors le Parti radical pour des formations socialistes et ne reviendra plus place de Valois.

De ce passage du radicalisme au socialisme, bien des interprétations ont été suggérécs. Pour certains, Mendès France se serait attardé trente années durant dans une formation étrangère à sa pensée profonde et n'aurait trouvé le chemin de Damas du socialisme qu'à la faveur des échecs que nous venons d'évoquer. Pour d'autres, les difficultés, qu'il devait ultérieurement rencontrer, à s'insérer dans un véritable Parti socialiste auraient, au contraire, donné la mesure d'une inaptitude à s'engager dans une formation véritablement organisée en dépit de ces efforts passés.

En fait, la question peut être rapidement tranchée car, on ne saurait tenir pour de simples précautions oratoires les expressions répétées d'un attachement de Pierre Mendès France aux traditions du Parti radical : ainsi dès l'exorde du discours qu'il prononce en octobre 1954 au Congrès de Marseille figure l'évocation des conditions dans lesquelles, en 1923, âgé de 16 ans à peine, il aurait rejoint le parti, séduit par un discours d'Edouard Herriot. Les campagnes de propagande qu'il organise en 1955 s'appuient toutes sur le rappel des principes fondateurs du parti et le « jacobinisme » qui, pour l'essentiel, résume son programme et son orientation apparaît comme la réactivation des mots d'ordre des radicaux du siècle passé et notamment, de la légitimité d'une action effective de la puissance publique, dès lors qu'elle procède de l'expression de la volonté populaire. L'ambition de « substituer la science à la mythologie » sur laquelle s'ouvre la publication des Cahiers de la République, l'effort pour intégrer les résultats de la recherche économique à l'action de l'homme d'Etat, et, plus généralement, le dessein d'utiliser les acquis des sciences sociales réaniment l'esprit positiviste des premiers radicaux et donnent une nouvelle jeunesse à l'idée du « savoir, gage du pouvoir ». L'importance des questions d'instruction et d'éducation dans la plate-forme de 1955 ne correspond pas seulement à la prévision d'une « explosion scolaire » impliquée par la démographie. Elle se situe dans le prolongement direct des efforts de rénovation du radicalisme menés au lendemain de la deuxième guerre mondiale par les Jeunes Turcs et par quelques autres radicaux. Sur le plan institutionnel les demandes d'assouplissements du droit de dissolution et de rétablissement du scrutin d'arrondissement visent à faciliter la formation d'une majorité parlementaire rendue cohérente par son adhésion et par sa fidélité à un programme et à des objectifs explicitement formulés. Cet accord intime des gouvernants et des gouvernés se prolonge par une conception organique de

la communauté nationale dont Mendès France exalte la grandeur. Si le mendésisme a pu être rapproché du gaullisme, c'est sans doute par le même fond de nationalisme, même si, en l'occurrence, Michelet l'inspire plus que Barrès. Ce nationalisme est celui des radicaux et entre les discours d'Herriot et ceux de Mendès France les pages célébrant la France présentent de multiples analogies. L'appel au patriotisme constitue un ressort essenticl de la rhétorique mendésiste que l'on retrouverait, par-delà les arguments explicites, dans l'expression de réticences à l'égard de l'intégration européenne.

De là, d'ailleurs, une tension entre l'idéologie et la topologie parlementaire, source profonde de l'impuissance du mendésisme à refaire du Parti radical le centre de gravité de la vie politique : l'échec de la Communauté européenne de Défense scelle le divorce des radicaux mendésistes d'avec les démocrates chrétiens du MRP, rompant la coalition des centres, essentielle à l'équilibre même de la IVe République. En butte à l'hostilité constante et résolue des communistes, séparé d'ailleurs des autres formations du centre, le radicalisme même se vouait à la solitude. La volonté de dépasser le cadre du Parlement, sensible dans plusieurs initiatives spectaculaires (telles que les causeries radiodiffusées ou l'allocution de l'appel au pays après la mise en minorité de février 55) suppose d'autre part la constitution d'un parti moderne à l'opposé des mœurs et des rites du Parti radical, même si l'idéologie radicale par son équilibre entre la rationalité et le pragmatisme s'offrait de façon privilégiée aux réformistes mendésistes. L'absence de toute action ultérieure effective de Pierre Mendès France au sein d'un autre parti quelle que soit l'influence diffuse de ses thèses (et notamment de celle que regroupe la République moderne) témoignerait a contrario de la vocation prioritaire du Parti radical à remplir, à ses yeux, le rôle de parti de réformes et à garantir la modernisation démocratique d'une société encore obérée de privilèges et d'archaïsmes. Et cela non plus en raison de la souplesse et de la plasticité historiques et essentielles du Parti radical, non seulement à cause des habitudes et des amitiés que Mendès France a pu y acquérir, mais aussi parce que malgré l'exercice d'un pouvoir retrouvé, le Parti radical demeurait à l'égard de la IVe République en position de marginalité, de contestation potentielle; ce faisant, il paraissait le seul lieu stratégique où pussent converger réforme et gestion. Mais de tels atouts n'entamaient point une tension fondamentale, celle qui sépare l'effort pour coïncider avec la logique d'un régime de partis du choix du parti le moins partisan, le plus éloigné de la notion même du parti moderne : alors que le mendésisme ambitionnait de diriger, d'orienter, de modeler l'opinion, le Parti radical s'était tou-

jours flatté de traduire et d'exprimer une opinion déjà constituée, sinon de jouer le rôle de syndicat d'intérêts. Cette tension se prolonge dans l'opposition entre l'effort des mendésistes du Parti radical et les campagnes en faveur du rétablissement du scrutin d'arrondissement qui, s'il permet d'amplifier les majorités, a longtemps passé pour fortifier l'indépendance des élus par rapport aux appareils des partis. Il est vrai que par une ruse de l'histoire à peine étonnante, la Ve République apportera une confirmation aux calculs mendésistes de 1955. Par-delà les origines communes et l'intimité prolongées, mendésisme et radicalisme auront fini par représenter l'opposition de l'a posteriori et de l'a priori. Opposition rendue encore plus sensible et même dramatique, par l'irruption des moyens d'information modernes dans la vie politique : une distorsion supplémentaire vient rendre problématiques les liens du radicalisme et du mendésisme : le militantisme radical reste enraciné dans le contact individuel, tandis que la pédagogie mendésiste tend à s'adresser déjà à des masses et par le biais de moyens de communication appropriés (presse écrite de grande diffusion et radiodiffusion). Les parentés souvent relevées du mendésisme et du gaullisme viennent aussi d'une même continuité dans l'utilisation volontaire et de plus en plus perfectionnée de ces moyens de communication, même si le contenu des messages et la lettre de leur expression restent marqués des splendeurs d'une rhétorique toute classique. Si l'unité du mendésisme demeure douteuse c'est à cause de la diversité de ces composantes (et notamment de la place tenue par des courants technocratiques et chrétiens dont l'harmonie avec le radicalisme n'est pas évidente), mais c'est aussi en raison de la coexistence souvent difficile de supports et de moyens d'action foncièrement hétérogènes.

## V. Summary, p. 200.

RÉSUMÉ. — La période « mendésiste » marque un temps fort de l'histoire du Parti radical durant la IVe République. Trente-cinq années de fidélité et d'action militante ont fait de Mendès France l'une des gloires du Parti radical. Et pourtant, de l'enthousiasme de 1954 aux rancœurs et aux amertumes de 1958 la phase mendésiste du radicalisme français apparaît comme une succession de déceptions, d'échecs et de ruptures. Les dimensions lacunaires de la rénovation entreprise, l'hostilité de l'environnement socio-politique, les tensions entre les projets de réforme et la pesanteur des instruments partisans, la difficulté même à prendre le virage de la modernisation, dans une nation déchirée, aident à circonscrire les différences irréductibles qui empêchent d'identifier mendésisme et radicalisme.